

De 1923 en Allemagne à 2015 en Grèce

La tragédie grecque du gouvernement radicale de gauche

L'actuelle tragédie grecque en est une à l'ancienne servie à la moderne. Le débat sur la pertinence révolutionnaire de gouvernements réformistes radicalement démocratiques a été le dernier grand débat stratégique au sein de la gauche anticapitaliste avant la nuit stalinienne. La Première internationale a vu le trade-unionisme substituer la panacée d'un suffrage universel plébiscitaire ou parlementaire à la révolution avec comme parade l'anarchisme. La Deuxième a vu le nationalisme remplacer l'internationalisme, les crédits pour la guerre les résolutions contre elle avec comme parade le dogmatisme. La Troisième a vu la stratégie du Front populaire subjugué la tactique du Front unique, théoriquement comme pratiquement et tragiquement en Chine, en France et en Espagne (et plus tard au Chili puis au Portugal) avec le gauchisme comme parade y compris celui du stalinisme anti « social-fasciste ». (Il a fallu, dans certains pays du « tiers monde » du temps de la guerre froide, une combinaison de libération sociale anticapitaliste et de libération nationale anti-impérialiste pour que triomphe (momentanément) la révolution sous la direction de partis dans le sillage du stalinisme, ce qui a conduit à de répressifs États bureaucratisés.)

Est resté en suspens la pertinence du front unique ultime, le « *gouvernement ouvrier et paysan* », soit, traduit en termes contemporains, un gouvernement réformiste réellement social-démocrate et ouvert au socialisme, comme tremplin institutionnel vers le renversement du capital. Depuis lors, presque cent ans, les exemples de conquête de la majorité parlementaire ou de présidence forte, à bien distinguer de la conquête du pouvoir, par ce type de gouvernement n'ont pas manqué. On ne fera pas le bilan du Front populaire (voir annexe), cet outil stalinien de soumission du prolétariat à la bourgeoisie dite progressiste pour tuer la révolution. Toutefois, l'analyse sommaire de la période révolutionnaire allemande de 1918-1923, qui a donné lieu à ce grand débat, est révélatrice des hauts et des bas de ce front unique jusqu'au bout. En particulier, la tentative révolutionnaire ultime de l'automne 1923, qui a testé les conclusions (temporaires) du quatrième congrès de la Troisième internationale à l'automne 1922, présente de troublantes similitudes avec l'actuelle tragédie grecque.

Le test du « gouvernement ouvrier » de 1923 en Allemagne

Le débat au sein de la toute nouvelle Troisième internationale avait été provoqué par la réaction gauchiste du Parti communiste allemand (KPD) à la tentative du militariste « Putsch de Kapp » en mars 1920 – il avait laissé l'initiative de la grève générale à la direction syndicale réformiste sous prétexte que le PC n'avait pas à arbitrer les chicanes au sein de la bourgeoisie alors que le but des putschistes, préfigurant le nazisme, était la destruction des organisations de gauche toutes tendances confondues – suivi du relapse tout aussi gauchiste de l'« Action de mars » 1921 – une action kamikaze du seul KPD non suivi par le prolétariat organisé – lequel avait gâché les acquis de la tactique de front unique mise au point par le KPD après la tentative du putsch, lui-même l'aboutissement du reflux de la révolution de 1918-19.

Les succès de la construction du front unique en 1922 et 1923 reposa la question du « gouvernement ouvrier » comme tremplin révolutionnaire, ou comme son grand éteignoir, tout comme à la suite de la tentative du putsch de mars 1920. Les coups de boutoir de l'occupation franco-belge de la Ruhr, le cœur économique de l'Allemagne, afin de l'obliger à effectuer d'impayables paiements comme réparations de guerre imposées par le traité de Versailles de 1919, causa une hyper-inflation sur le dos du peuple, classe ouvrière et classe moyenne confondues. Se multiplièrent, fortement influencés par le KPD, des comités tant d'usines que de quartiers (contre l'hyper-inflation) dont la mobilisation força la démission du gouvernement bourgeois durant l'été 1923 en faveur d'un retour aux affaires des sociaux-démocrates qui avaient maté la révolution de 1918-19. Dans les bastions des länders (provinces) de Saxe et de Thuringe, sociaux-démocrates de gauche et communistes formèrent le gouvernement, étape prévue vers

l'insurrection révolutionnaires par le KPD.

Non seulement le gouvernement fédéral social-démocrate envoya-t-il l'armée contre les deux « gouvernements ouvriers » mais ceux-ci refusèrent d'armer les milices ouvrières tout comme de cautionner la grève générale prévue. Le KPD laissa faire tant au sein du gouvernement qu'au sein du congrès des conseils d'usine. La révolution éclata comme un pétard mouillé. Cette défaite sans combat a clos la période révolutionnaire d'après la Première guerre mondiale et a annoncé la montée nazie. Le débat reste ouvert sur les responsabilités de l'échec : erreurs du KPD (et de la Troisième internationale) ou cul-de-sac de la tactique du « gouvernement ouvrier ». Nul doute que la direction du KPD fut déficiente et, étant donné sa faiblesse théorique, trop dépendante de celle de la Troisième internationale elle-même en voie de bureaucratisation. Le fond du débat porte finalement sur l'analyse concrète de chaque cas concret. Reste que la tragédie allemande de 1923 démontre que la porte du « gouvernement ouvrier », en autant qu'elle existe, est fort étroite.

Plus ça change...

On reste surpris du parallèle avec l'actuelle crise grecque. Face à l'étranglement, hier, des réparations / aujourd'hui, de la dette imposées par, hier, le(s) traité(s) de Versailles / aujourd'hui, de l'Union européenne, les sommets mondiaux du capital financier, grandes puissances vainqueurs de la guerre 1914-18 / Union européenne (UE) et FMI, provoquent une crise monétaire aiguë, occupation de la Ruhr d'où hyper-inflation paralysant l'économie allemande / pénurie d'euros paralysant l'économie grecque. Les économistes progressistes bourgeois, Keynes / Krugman et Stiglitz, dénoncent l'absurdité économique de cette politique. Les gouvernements ouvriers de Saxe et Thuringe / le gouvernement réformiste radical de Grèce, tous deux pluri-tendances, après un coup à gauche avec l'organisation de milices ouvrières / le référendum anti-austérité, capitulent en rase campagne en refusant l'armement des milices et la grève générale / en réalisant l'unité nationale au lieu de pousser à la mobilisation populaire grecque et européenne. Prédomine l'idéologie nationaliste contre la France / l'Allemagne ouvrant la porte au fascisme des nazis / d'Aube dorée et autres extrêmes droites en Europe.

Évidemment, la crise grecque n'est pas encore consommée. La gauche anticapitaliste grecque a soit critiquement appuyé Syriza mais sans affirmer à temps un programme et une direction alternatives en son sein, soit lui est restée extérieure et opposée mais sans non plus proposer à temps un même programme avec une stratégie mobilisante à l'avenant en s'appuyant sur les grands rassemblements des places et sur les grèves et marées. Ces grandes vagues rapidement affaissées ne se sont pas muées en ce tsunami de la « grève sociale », cette prolongée mobilisation générale politique à base d'auto-organisation et posant la question du pouvoir, faites d'occupations de lieux de travail et d'études et de populaires prises en charge territoriales des services d'alimentation, de santé et de sécurité. Quant à la gauche européenne, à part quelques humbles manifestations sporadiques dont celle importante mais sans suite de Podemos, elle est restée spectatrice.

Il ne suffisait pas de réclamer de la direction de Syriza, ou de la dénoncer à ce propos, qu'elle annule la dette publique, qu'elle exproprie les banques et *tutti quanti*, qu'elle fasse une réforme fiscale en profondeur, etc.. Ça va de soi pour tout anticapitaliste sérieux. Mais un tel programme sans une organisation crédible qui la porte dans la rue et dans les urnes reste sans effets autres qu'académique et idéologique, ce qui est bien sûr un nécessaire début. Ou ce sera un Syriza conquis par sa gauche anticapitaliste et antilibéral capable de faire muer le parti en parti d'abord de la rue. Il serait irresponsable de ne pas mener jusqu'au bout la lutte interne au sein de ce parti mais suicidaire d'y rester une fois franchis certains seuils (lors du congrès de septembre?). Ou ce sera un Antarsya refondu et débordant la gauche révolutionnaire quand même déjà unifiée, un pas en avant par rapport à la situation argentine pré-révolutionnaire du début du siècle. Mais on ne peut pas demander de miracle à la gauche anticapitaliste de ce petit pays, quasi province périphérique sous tutelle de l'Union européenne. C'est aussi l'affaire de toute la gauche

conséquence de l'UE de mobiliser contre l'austérité de leurs propres gouvernements tout en exigeant que la Grèce reste partie prenante de la zone euro mais sans austérité, qu'autrement la sortie de l'euro et pas nécessairement de l'UE n'est pas un choix nationaliste mais une politique de survie.

La tragédie grecque concerne toute la gauche mondiale tant est urgent le besoin d'une rupture anticapitaliste pour contrer les crises climatique et de la biodiversité si ce n'est une généralisation des guerres et des répressions de toutes sortes et, *last but not least*, une replongée dans une nouvelle crise économique majeure tellement l'endettement du monde est encore plus généralisée qu'il ne l'était en 2007-2008, Chine comprise tel que le révèle son actuelle crise boursière, et que les politiques d'austérité sont devenues la norme néolibérale.

Marc Bonhomme, 9 août 2015

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

Annexe : Réflexions sur le Front populaire

Le trait essentiel du Front populaire est l'unité avec la bourgeoisie dite progressiste de sorte à faire l'unité du camp dit progressiste. Pour y arriver, la gauche doit renoncer à son programme anticapitaliste et même démocratiques radicales capables d'engendrer une dynamique débordant vers le socialisme. L'attrait du Front populaire est l'apparent bon sens de sa stratégie d'unir le plus grand front possible autour d'un commun dénominateur qui est, d'un point de vue de gauche, le plus petit possible puisqu'on veut y inclure la bourgeoisie dite progressiste. L'attrait de cette stratégie découle aussi du fait qu'elle paraît être la suite logique de la tactique du front unique élaborée au premier temps de la Troisième internationale suite à l'échec de la montée révolutionnaire particulièrement en Allemagne.

Il y a pourtant trois différences essentielles : de un, le Front populaire est stratégique alors que le Front unique est tactique, de deux, le Front populaire est une alliance avec la bourgeoisie alors que le Front unique vise l'unité du prolétariat, de trois, le Front populaire se construit du haut vers le bas alors que le Front unique se construit par une dialectique bas-haut/haut-bas. Le Front unique est une tactique pour construire l'unité stratégique du prolétariat en vue de la révolution en l'amenant à rejeter la direction hégémonique de ses directions réformistes tandis que le Front populaire est une stratégie pour soumettre le prolétariat à la direction de la bourgeoisie par le moyen terme de ses directions réformistes en alliance avec la fraction dite progressiste de la bourgeoisie.

Le Front populaire est électoraliste au point de départ en ce sens qu'il pose la question de la conquête de la majorité parlementaire et/ou de la présidence — à bien distinguer de la conquête du pouvoir qui suppose au minimum le démantèlement des forces répressives bourgeoises par une force armée prolétarienne — uniquement par le moyen des élections tandis que le Front unique pose la question de la conquête du pouvoir sur la base de l'unité prolétarienne et populaire dans la rue sur des objectifs limités qui ont cependant le potentiel de s'élargir jusqu'à et y compris un gouvernement populaire — on disait alors un gouvernement ouvrier/paysan — étape vers le gouvernement socialiste.

Ce gouvernement populaire n'est cependant pas un gouvernement de Front populaire, y compris un gouvernement social-démocrate qui soit contient en son sein la fraction dite progressiste de la bourgeoisie telle la social-démocratie depuis la Guerre froide ou soit fait sienne le sauvetage de la bourgeoisie en temps de crise révolutionnaire tel la social-démocratie russe en 1917 ou allemande en 1918-23. Au Québec, sans parti social-démocrate de masse à moins que Québec solidaire ne le devienne, la forme de l'alliance stratégique Front populaire a été et reste depuis une génération la coalition des centrales syndicales avec le PQ et le Bloc québécois. Un gouvernement populaire issu de la tactique de Front unique peut avoir la forme d'un gouvernement Front populaire mais

non le but en ce sens qu'un gouvernement de Front populaire se conçoit comme son propre terme car son but est de mettre fin à la dynamique révolutionnaire.

Les accords de Grenelle en France (1936), la répression des occupations d'usines et des grandes propriétés foncières en Espagne (1937), celle des cordons industrielles au Chili (1971-73), faites par les gouvernements de Front populaire ont arrêté la montée révolutionnaire. Ce faisant, ils ont sapé la raison d'être même du Front populaire soit la victoire contre le fascisme, le militarisme et l'impérialisme respectivement. En France, les ligues fascistes se sont reconstituées sous un autre nom sans compter que le gouvernement républicain espagnol n'a pas été aidé et que le peuple français n'a pas été organisé et armé contre l'envahisseur d'où à terme l'effondrement militaire d'où est sorti le gouvernement d'extrême-droite pro-nazi Pétain-Laval. Pour une bonne partie de la bourgeoisie dont la direction militaire pourtant réarmée par le gouvernement du Front populaire, « il valait mieux Hitler que Blum ». Inutile d'ajouter qu'en Espagne et au Chili le militarisme et l'impérialisme s'en sont sortis raffermiss.

L'échec de la stratégie du Front populaire s'explique par l'abandon des revendications populaires reportées à une étape ultérieure (l'étapisme) et même par le découragement et la répression de l'action directe allant dans ce sens. Ainsi ont été démobilisées les bases même du Front populaire en faveur d'un appui hésitant de la bourgeoisie progressiste qui lâchera le Front populaire dès que le danger révolutionnaire sera passé.

Certes, des actions et des mots d'ordre prématurés peuvent compromettre le but stratégique tel que démontré par l'exemple classique de l'action de juillet 1917 en Russie et surtout par le mot d'ordre prématuré de grève générale immédiate pour la prise du pouvoir donné par Karl Liebknecht au début janvier 1919 à Berlin, erreur qui a contribué à son propre assassinat et à celui de Rosa Luxembourg. Mais il s'agit là d'actions et de mots d'ordre prématurés par rapport à la conjoncture immédiate de la part de l'avant-garde révolutionnaire qui avait oublié de regarder derrière soi alors qu'il aurait fallu d'autres mots d'ordre d'action immédiate pour unir la masse prolétarienne à son avant-garde. Il ne s'agissait pas de prôner l'absence de mobilisation ou au mieux une mobilisation ponctuelle sans suite au bénéfice d'une stratégie électoraliste dont le but est de sauver l'État bourgeois d'une dynamique potentiellement révolutionnaire.

MB, 2008